

Pour la biodiversité des semences et plants dans les fermes



Editorial, par Nicolas Supiot, Président du RSP

Aujourd'hui, en France, des dizaines de milliers d'hectares de maïs GM sont en cours d'implantation. C'est la plus gigantesque offensive du lobby biotech en France pour imposer un système agricole et économique totalitaire, notamment parce qu'il condamne les systèmes

agraires préexistants (bio ou pas), et les pratiques innovantes comme la sélection paysanne participative et l'agroécologie; ces pratiques sont les seules à offrir de véritables perspectives de développement et de souveraineté alimentaire durables. C'est pourquoi le Réseau Semences Paysannes soutient l'appel d'Orléans pour un printemps sans OGM. Nous consacrons le dossier d'actualité de ce bulletin à cette lutte indispensable.

Dans le même temps les offensives se font de plus en plus graves dans le monde. En février dernier, à Bamako, les organisations paysannes et des mouvements sociaux et environnementaux de 17 pays, ont réaffirmé que les semences paysannes sont le fondement de la souveraineté alimentaire et ont demandé l'interdiction des OGM sur le sol africain.

Cette stratégie va jusqu'à la contamination des banques de gènes, que le Réseau Semences Paysannes contribuera à dénoncer avec ses partenaires européens lors des prochaines rencontres « Libérons la diversité », qui se tiendront en Allemagne, à Halles, en mai prochain.

C'est dans ce contexte que le GNIS choisit de célébrer l'avènement d'une directive (voir notre communiqué de presse) dont la forme d'application réduit à une peau de chagrin les espoirs qu'elle a pu susciter !

En ce printemps excessivement radieux, il ne fait aucun doute que nos populations non inscrites sauront faire la preuve de leur utilité...

Les brèves/ actualités

Des rencontres semences paysannes à Lyon

les 24 mars 2007, le Réseau Semences Paysannes a organisé des rencontres semences paysannes. Une centaine de participants ont échangé le matin dans des ateliers par espèces, puis l'après-midi a été consacrée à des conférences sur le problème des contaminations OGM et sur les

méthodes de sélection. Le lendemain, le Réseau Semences Paysannes, qui compte aujourd'hui 36 organisations membres, a tenu son assemblée générale.

Prochaines rencontres européennes « Libérons la diversité »

A Halle /Saale, les 19 et 20 mai prochain, en Allemagne, se tiendront les 3 rencontres européennes « Libérons la diversité », dans la continuité des rencontres de Poitiers en novembre 2005, et Murcia (Espagne) en octobre 2006. Cette rencontre rassemblera des producteurs de semences et les organisations engagées dans la défense du droit des paysans à cultiver et ressemer leurs propres semences. L'idée d'organiser ce séminaire en Allemagne a germé en réaction à la décision du Leibniz-Institut für Pflanzengenetik und Kulturpflanzenforschung (IPK) de Gatersleben (l'Institut « Leibniz » pour la recherche sur les plantes cultivées et le génie génétique) de procéder à des semis en plein champ de blé OGM. Ce fait affecte directement le travail de toutes les initiatives oeuvrant pour le maintien des semences paysannes et appelle à une réaction commune. Le 21 mai aura lieu une manifestation devant l'Institut IPK de Gatersleben, de nombreuses organisations appellent à cette manifestation.

Pour toute information et inscription :
Forum Civique Européen, Jürgen Holzapfel
Hof Ulenkrug, D-17159 Dargun/OT Stubbendorf
Tél.: 039959-23881
e-mail: ulenkrug@t-online.de

Communiqué de presse : Quand le GNIS se félicite de la nouvelle réglementation européenne sur les variétés de conservation...

C'est avec incrédulité et consternation que les membres de nos organisations ont découvert le communiqué de presse du GNIS du 17 avril dernier sur l'adoption de la directive européenne sur les variétés de conservation.

Ce communiqué appelle quelques commentaires :

- parler d'une « consultation des associations, des professionnels des semences, et des utilisateurs » relève d'une rare mauvaise foi. Le seul espace de discussion sur cette réglementation a été en France le CTPS (Comité Technique Permanent de la Sélection), avec une seule réunion restreinte alors que tout était déjà défini, en mars 2007. Malgré nos demandes répétées depuis 2003, le Ministère de l'agriculture a toujours refusé d'organiser une consultation avec les acteurs véritablement concernés par la conservation des ressources génétiques in situ (c'est-à-dire à la ferme et dans les jardins) : agriculteurs,

associations de préservation de la biodiversité, artisans semenciers, parcs naturels...

- Le GNIS se félicite qu'avec cette nouvelle réglementation « *les agriculteurs et les petites associations passionnés pourront participer à la préservation de la biodiversité* ». Heureusement, ces centaines d'acteurs n'ont pas attendu cette nouvelle réglementation pour mettre en œuvre leurs pratiques de gestion et de préservation de la biodiversité VIVANTE qui sont malheureusement encore maintenues pour l'essentiel hors de tout cadre légal.

Si cette directive n'arrange en rien les petits paysans et « associations de passionnés », c'est surtout la société civile qui est lésée car privée de cette biodiversité paysanne, riche en couleur, goût, forme et valeur nutritionnelle.

Faute de consultation et surtout de réelle volonté politique de prendre en compte la réalité des pratiques de gestion de la biodiversité dans les fermes, cette nouvelle réglementation est lamentablement incomplète et ne facilitera pas la réalisation des objectifs annoncés de conservation et d'utilisation des ressources génétiques. L'enthousiasme débordant du GNIS, qui protège de manière exclusive l'intérêt des semenciers, ne s'y trompe pas.

Calendrier

- ✓ **Rennes (35), Jeudi 14 juin. Journée ITAB** d'information sur les **méthodes et techniques de sélection** (méthodes classiques/méthodes alternatives). Interventions de M. Manzanarès et V. Chable + visite d'un laboratoire de biotechnologie. Infos supplémentaires et bulletin d'inscription sur la page d'accueil de www.itab.asso.fr ou 01 40 04 50 64 (Aude Coulombel). D'autres journées du même type pourraient être organisées plus tard dans d'autres régions.
- ✓ **Drôme, 21 ou 22 juin.** Journées techniques FNAMS/ITAB sur les **semences biologiques** avec visite de cultures des Etbs Tézier. Renseignements et inscription: FNAMS: 04 68 94 61 57 (François Collin) ou ITAB (01 40 04 50 64).
- ✓ **Port Sainte Marie (47), 23 juin 2007. Journée portes-ouvertes des collections vivantes du CETAB**, au Roc. A partir de 14 heures. Possibilité d'amener son casse-croute pour le partager le midi avant la visite. Tel 05 53 88 11 84

- ✓ **Nanclars (16), le 16 ou 23 juin. Journée régionale autour des blés anciens** avec visite d'une plateforme (95 populations de blé) et interventions sur la panification et les qualités nutritionnelles du pain. Plus d'infos : Stéphanie Gazeau - MAB 16 - 05 45 63 00 59
- ✓ **Bouchemaine (49), 2 juillet 2007. Visite des collections vivantes** de blés anciens chez la famille Mercier. Renseignements : GABB Anjou, 02 41 37 19 39

Documents en vente

« **Rencontres d'initiatives françaises autour des semences paysannes en plantes potagères** »

Anne Berson, Nov 06, 64 pages, 10 € + port 2,40 €

**Film « Les blés d'or »,
un film sur les rencontres des paysans-
boulangers**

Format DVD. Durée du Film 35 minutes + 2 bonus de 5 et 20 minutes (réédition du film « légalité et légitimité des semences paysannes »). Prix : 15 € + frais de port 2,40 €.

Film « La fin des haricots ? »

“Que mettrons-nous demain dans nos assiettes?
Et savons-nous vraiment ce que nous y mettons
aujourd'hui?”

Disponible en DVD (12 € + 2,40 €) ou à télécharger sur notre site. 52 minutes. Lilith Production. 2006

Guide pratique « Autoproduction des semences de solanacées »

Ce guide pratique s'adresse aux jardiniers et maraîchers, aux curieux et aux soucieux de la préservation de la biodiversité des jardins et des champs. Ils y apprendront à produire les semences de leurs variétés préférées et à préserver voire améliorer cette fabuleuse biodiversité.

54 p. Format A4. Prix 8 € + frais de port 2 €

Retrouvez nos publications et vidéos sur www.semencespaysannes.org/publications

Bulletin bimestriel disponible gratuitement par internet et moyennant frais de copie et d'envoi (12 €/ an) par courrier

Réseau Semences paysannes
Cazalens, 81 600 BRENS
contact@semencespaysannes.org

Ont participé à la rédaction de ce bulletin :
François Delmond, Nicolas Supiot, Guy Kastler,
Hélène Zaharia.

Pour la biodiversité des semences et plants dans les fermes

Dossier actualités

POUR UN PRINTEMPS SANS OGM

Depuis le début de l'année, une mobilisation citoyenne forte s'est organisée pour obtenir un moratoire immédiat sur les cultures OGM, avant les semis de maïs et donc avant l'élection présidentielle. Retour sur cette action indispensable et courageuse, de ces dernières semaines.

En décembre 2006, puis à nouveau en février 2007, plus des deux tiers des Etats européens, dont la France, approuvent au Conseil européen de l'environnement les moratoires autrichiens et hongrois sur les seules variétés de maïs OGM actuellement autorisées en Europe. Dès lors, la position que prendra la France, principal producteur agricole européen, devient déterminante en Europe, tout comme l'est pour le monde la position européenne, dernière grande région à s'opposer au tout OGM.

C'est pourquoi Monsanto avait déjà déclaré que 2006 serait « l'année des OGM en France ». Son vœu n'a pas été exhaussé : les cultivateurs d'OGM ont du alors s'organiser pour livrer eux-mêmes leur récolte en Espagne et à peine 5 000 ha ont été semés, selon les chiffres invérifiables fournis par les promoteurs des OGM. En 2007, suite à une réunion « au sommet » des semenciers, les grosses coopératives s'engagent dans la bataille : elles annoncent 50 à 70 000 ha de cultures d'OGM et, pour la première fois, distribuent des semences GM, s'engagent à assurer la collecte des récoltes et organisent de nombreuses réunions « d'information » pour inciter leurs adhérents à en semer. Apparemment, elles n'y ont aucun intérêt puisque les brevets sont tous américains. En fait, elles espèrent profiter des contraintes de la coexistence pour imposer la généralisation des cultures sous contrat : tout achat de semence OGM est lié à un engagement de livraison de la récolte pour éviter qu'elle ne soit mélangée à des récoltes « sans OGM », et toute livraison de récolte sans OGM nécessite l'achat préalable de semences certifiées, seules à être garanties sans OGM.

Fin février, les Etats Généraux du Moratoire réunissent plus de deux cent participants à Orléans et soulignent l'importance d'obtenir une décision du gouvernement actuel avant les semis d'avril, donc avant les élections. Le 13 mars, Gilles Eric Séralini et Greenpeace publient les résultats d'une étude du CRIIGEN sur l'évaluation présentée par Monsanto de l'impact de la consommation de son maïs MON 863 par des rats. Cette évaluation remise à l'AESA se voulait couverte par le secret industriel, mais le tribunal a décidé que ce qui concerne la santé doit être rendu public. On peut ainsi découvrir que la

consommation de ce maïs OGM génère de nombreux signes pathologiques qui devraient pour le moins inciter à poursuivre les recherches avant toute autorisation.

Le lendemain, devant l'absence de décision politique, dix personnes entament une grève de la faim : consommateurs, artisans, chefs d'entreprise, paysans, ils sont soutenus par de nombreuses organisations qui s'opposent aux OGM, dont le Réseau Semences Paysannes. Ils s'installent dans la galerie de l'évolution du Muséum d'histoire naturelle à Paris, mais la direction décide rapidement d'en fermer l'accès au public : la science officielle qui accepte la dissémination incontrôlée des OGM qu'elle présente au dernier étage de la galerie, refuse ainsi toute place aux citoyens qui s'opposent à cette rupture radicale de l'évolution et des barrières entre les espèces.

Le 19 mars, les grévistes s'enchaînent devant le siège de la Commission du Génie Biomoléculaire et de la Direction Générale de l'Alimentation : accueil musclé de la police, refus de tout dialogue, évacuation toutes sirènes hurlantes vers le centre de détention où ils sont relâchés après un contrôle d'identité. Le lendemain, le gouvernement publie plusieurs décrets légalisant une absence totale d'organisation de la coexistence et de suivi des cultures d'OGM. Les jours suivants, les grévistes s'enchaînent dans la Mairie de la candidate UMP à la mairie de Paris, puis la Cité des Sciences de la Villette avec la comédienne Anémone, et enfin devant le siège de l'UMP : la presse nationale s'empare peu à peu du sujet (Charlie hebdo, Libération, FR3...), mais toujours pas le gouvernement. Des jeûnes pour le moratoire démarrent à Angoulême, Périgueux, Toulouse, Montpellier, Lyon...

Dominique Voynet, José Bové puis Ségolène Royal manifestent directement ou par écrit leur soutien à l'action des grévistes, et au bout de 15 jours, l'ensemble des candidats aux élections présidentielles se sont déclarés favorables au moratoire, sauf Nicolas Sarkozy, candidat du parti du gouvernement. Le 23 mars, il annonce ne pas vouloir prendre de décision sous la pression des élections, préférant ainsi laisser s'installer, avec les semis, la pression du fait accompli et des

contaminations : preuve supplémentaire de l'absence de courage politique du petit homme qui se veut musclé.

Fin mars, 8 des grévistes parisiens se rendent à Pau, fief d'Euralis, une des principales coopératives ayant annoncé sa décision de diffuser et de collecter des OGM. Le 12 mars, près de mille personnes se sont déjà rassemblées devant ses locaux pour protester contre ce forfait et, la veille, lors d'un débat animé, son président s'est vu contesté par ses propres adhérents. Après avoir interpellé le monde politique dans la capitale, les grévistes viennent ainsi renforcer la lutte des béarnais et des basques qui disent aux quelques agriculteurs tentés par les sirènes des OGM : « ne semez pas les graines de la discorde, nous avons le droit de garder une agriculture de qualité ». Le message est reçu 5 sur 5 : accueil « aux petits soins » à la Communauté Emmaüs de Pau-Lescar, défilé de journalistes et d'élus locaux, régionaux et nationaux qui viennent signer l'appel d'Orléans, interpellation du Préfet, plus de 200 manifestants dans les rues de Pau...

TOUS LES CANDIDATS SONT CONTRE
LES OGM, SAUF SARKOZY.



Le 1er avril, les déclarations de Nicolas Hulot reflètent les intentions du Président Chirac, seul à pouvoir encore décider d'un moratoire malgré l'opposition de Nicolas Sarkozy. Hulot demande certes un moratoire sur les OGM, mais oublie, bien que cela lui ait été demandé, de préciser qu'il

doit être pris tout de suite, avant les semis et sans attendre les élections. Il oublie aussi de soutenir les grévistes de la faim. Dans le même temps, les premiers semis commencent dans le sud ouest.

Satisfaits de la généralisation des luttes et déçus de l'autisme du gouvernement, les grévistes décident alors de suspendre leur mouvement pour passer à d'autres formes d'action. Après les élections, le moratoire devra s'accompagner de la destruction des champs d'OGM semés et, d'ici là, il s'agit d'inciter ceux qui voudraient semer à y renoncer. En cas de dommages engendrés par des contaminations, ces agriculteurs seront les seuls responsables comme l'indique le contrat qu'ils ont signé avec leur fournisseurs de semences et aucune assurance n'accepte de couvrir le risque qu'ils prennent. Le 5 avril se déroule à Marmande le premier procès engagé par un apiculteur dont les ruches ont été contaminées en 2006 par des cultures OGM et qui demande au juge des référés d'interdire les semis d'OGM annoncés pour 2007 car ils lui interdiraient de façon certaine toute possibilité de produire « sans OGM » sur ses lieux habituels de transhumance. Le courage n'étant pas le propre de la juge de Marmande, ni sa volonté de substituer la justice à l'absence de décision politique claire, celle-ci annonce qu'elle rendra son verdict le 24 mai, soit bien après la fin des semis.

Début avril, les jeûnes pour le moratoire renaissent à Strasbourg, la Bretagne, à nouveau à Toulouse. De nombreuses antennes régionales de la Protection des Végétaux sont visitées et doivent reconnaître leur incapacité à assurer le moindre suivi des possibles contaminations des cultures conventionnelles ou bio et des ruches, faute de moyens matériels et humains et de consignes du gouvernement. Le 13 avril, près de 120 paysans et consommateurs occupent la coopérative « Lur Berry » au pays basque pour exiger l'arrêt des ventes de semences OGM. Plus de mille personnes se succèdent pour maintenir cette occupation jusqu'à ce que, le 20 avril, son président, ami de François Bayrou qui s'est prononcé pour le moratoire, s'engage à suspendre toute vente de semences OGM jusqu'au lendemain des élections présidentielles. Les OGM rentrent ainsi dans le débat politique : en sortiront-ils définitivement vaincus au profit de l'autonomie des paysans et de la souveraineté alimentaire qui commencent tous deux par la protection des semences paysannes ?

A suivre...

Guy Kastler, délégué général du RSP et gréviste de la faim